



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille Cedex

Lille, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEDE

5 rue F. Degeorges
BP 175
62000 Arras

Références : Equipe 4-125-2024
Code AIOT : 0007002223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement SEDE implanté Route Nationale 30 Lieu-Dit Vers le Pont 62147 Graincourt-lès-Havrincourt. L'inspection a été annoncée le 21/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDE
- Route Nationale 30 Lieu-Dit Vers le Pont 62147 Graincourt-lès-Havrincourt
- Code AIOT : 0007002223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SEDE est spécialiste du traitement multi-filières des déchets et développe un service complet autour de la méthanisation et du compostage des déchets organiques.

Le site de Graincourt-les-Havrincourt est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral interministériel du 6 juillet 1999 relatif à l'exploitation d'une unité de compostage modifié, notamment par les actes administratifs suivants:

- arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2010 relatif à l'exploitation d'une unité de méthanisation ;
- arrêtés préfectoraux complémentaires du 2 février 2018 et du 15 mars 2021 relatifs aux meilleures techniques disponibles (site IED).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 12/07/2006, article 3	Sans objet
2	Information préalable	Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article 6.2.1	Sans objet
3	Certificat d'acceptation du déchet	Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article 6.2.2	Sans objet
4	Contrôles d'admission des déchets et des co-produits	Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article 6.2.3	Sans objet
5	Méthodes et fréquences d'analyse	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 2	Sans objet
7	Surveillance du procédé de méthanisation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24	Sans objet
8	Composition du biogaz	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur l'installation de méthanisation du site SEDE de Graincourt-lès-Havrincourt, également appelée "Artois Méthanisation". Les inspecteurs se sont intéressés aux procédures d'acceptation des déchets et à la surveillance du fonctionnement de l'installation. L'organisation mise en place par l'exploitant sur les points contrôlés est conforme aux exigences réglementaires, des observations ont toutefois été formulées concernant processus de vérification et

d'acceptation des déchets entrants (codification des déchets, contenu des FIP...). Une demande d'action corrective a été formulée concernant le respect de la périodicité du contrôle des soupapes prescrite dans le programme de maintenance préventive de l'exploitant. Les réponses aux observations ainsi qu'à la demande d'action corrective sont attendues dans un délai de 3 mois, à réception du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2006, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets autorisés sur le centre sont désignés ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déchets susceptibles d'être admis sur le centre : suivant la liste jointe en annexe 1A du présent arrêté établi suivant la nomenclature des déchets [...] <p>Article 18 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2015 :</p> <p>Les annexes 1A et 1B de l'arrêté inter-préfectoral du 6 juillet 1999 modifié sont abrogées et remplacées par les annexes 1A et 1B jointes au présent arrêté. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteurs ont consulté en séance le registre des admissions de déchets depuis le 1^{er} janvier 2024 (transmis par la suite par courriel du 10/07/2024).</p> <p>Les codes déchets référencés dans le registre sont bien inclus dans les annexes 1A et 1B de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2015, qui listent l'ensemble des déchets admissibles sur le site SEDE de Gaincourt-lès-Havrincourt.</p> <p>Observation n°1 : La glycérine issue du site DIELIX (Limay) n'est associée à aucun code déchet dans le registre, il conviendra de lui en affecter un.</p> <p>Observation n°2 : Le registre comporte des codes appartenant à des entrées « miroirs » (les codes 19 08 09 et 19 08 12 en font partie). Cette appellation s'applique pour des codes déchets dont les libellés désignent un même type de déchet, l'un ayant un astérisque (déchet dangereux) et l'autre non. Le registre comporte également des entrées « 99 » (par exemple les codes 02 02 99, 02 03 99, 02 05 99), qui sont à considérer comme des entrées miroirs (cf. guide INERIS « Classification réglementaire des déchets » du 04/02/2016). Dans ce cas, il est de la responsabilité du producteur de déchet de justifier de la non-dangereux des déchets. Une installation de traitement de déchets non dangereux est légitime à exiger cette justification.</p> <p>Observation n°3 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la notice de la liste de codification des déchets (l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 relative aux déchets, visée par l'article R. 541-7 du CE) : les codes se terminant par 99 ne sont à employer qu'en tout dernier recours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des déchets
Prescription contrôlée : <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur des déchets une information préalable. Cette information précise pour chaque type de déchets destinés à être traités :</p> <ol style="list-style-type: none">1) La provenance et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur.2) La description du procédé de génération des déchets.3) Les quantités susceptibles d'être traitées et le rythme prévisionnel de production.4) Les caractéristiques agronomiques mesurées sur le déchet et prévues pour l'amendement ou compost :<ul style="list-style-type: none">- matière sèche (en %), matière organique (en %),- pH,- azote global, azote ammoniacal (en NH₄),- rapport C/N,- phosphore total (en P₂O₅), potassium total (en K₂O), calcium total (en CaO), magnésium (en MgO),- oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn).5) Les éléments permettant de valider l'innocuité du déchet et du compost fabriqué, à savoir :<ol style="list-style-type: none">5.1) Les paramètres suivants sont vérifiés systématiquement :<ul style="list-style-type: none">- les teneurs en éléments traces métalliques pour les paramètres cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc, cadmium, chrome, arsenic, sélénium,- les teneurs en composé traces organiques : total des 7 principaux PCB et 3 HAP,- l'absence d'éléments traces radioactifs,5.2) En fonction de l'origine des déchets et du mode d'obtention, les analyses complémentaires suivantes sont réalisées :<ul style="list-style-type: none">- test de phytotoxicité,- analyses des teneurs en éléments microbiologiques pour les paramètres suivants : salmonelles, enterovirus, œuf d'helminthes viable, staphylocoques, spores sulfito-réducteur, enterocoques, coliformes, thermotolérants ainsi que l'avis d'un tiers expert compétent sur ces teneurs,- analyses des teneurs en dioxines et furannes ainsi que l'avis d'un tiers expert compétent sur ces teneurs. <p>Nota : la non réalisation de tout ou partie du point 5.2 devra être dûment justifiée.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est demandée avant d'accueillir le déchet en question ou de le refuser. Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur, selon des termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet. Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.</p>
Constats : <p>Les inspecteurs ont consulté en séance deux FIP (fiches d'information préalable) correspondant à des déchets réceptionnés par l'installation le jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- la FIP n°172 correspondant au déchet « Boue grasse épaissie » du producteur NESTLE PURINA MARCONNELLE de code 02 02 99, datée du 28/03/24 ;

- la FIP n°293 correspondant au déchet « Graisses alimentaires » du producteur THEYS LALLAING de code 20 01 08, datée du 25/01/24.

Elles correspondent à des renouvellements de FIP (déchets déjà admis dans l'installation avant ces dates).

Les FIP comportent notamment des champs destinés à l'identité du producteur, la description du déchet, son apparence, son mode d'obtention, la présence de substances toxiques dans le processus de génération de la boue industrielle (le cas échéant), le conditionnement prévu pour le transport, le mode de livraison et la quantité annuelle prévisionnelle. Elles indiquent les paramètres devant être analysés concernant la valeur agronomique (VA), les éléments-traces métalliques (ETM) et les composés-traces organiques (CTO) et précisent les limites associées à ces paramètres, prévues par l'arrêté préfectoral de l'installation. Elles exigent la fourniture d'analyses récentes permettant la vérification de ces paramètres.

Certains champs ne sont toutefois pas entièrement complétés :

- FIP n°172 : le mode d'obtention indiqué est « Autres » et non précisé, la présence de substances toxiques dans le processus de génération de la boue n'est pas précisée, la quantité annuelle prévisionnelle n'est pas indiquée.
- FIP n°293 : le mode d'obtention indiqué est « Autres » et non précisé.

Concernant la VA, les paramètres indiqués dans les FIP ne recouvrent pas entièrement les paramètres spécifiés dans l'arrêté préfectoral : elles ne mentionnent pas le pH, l'azote ammoniacal, le magnésium (en MgO) ni les oligo-éléments.

Concernant les ETM, les paramètres indiqués dans les FIP ne comportent pas l'arsenic ni le sélénium.

Les inspecteurs ont consulté les derniers rapports d'analyses adossés à ces deux FIP, réalisés par la société Auréa et datés respectivement du 15/03/2024 et du 19/04/2024.

- Les rapports comportent bien l'analyse de tous les paramètres associés à la VA mentionnés dans l'arrêté préfectoral.
- Les résultats des analyses associées aux ETM sont bien conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral. Les rapports ne comportent toutefois pas l'analyse de l'arsenic ni du sélénium. L'exploitant a indiqué que l'analyse de ces paramètres ne concernent que les intrants de l'installation de compostage. L'arrêté préfectoral du 6 juillet 1999 ne comporte effectivement de valeurs limites pour ces paramètres que dans son paragraphe 6.4 « Contrôle et suivi des amendements et des composts ».
- Les résultats des analyses associées aux CTO sont bien conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral.

Les FIP consultées ne mentionnent pas de justification de la non-réalisation des tests de phytotoxicité et des analyses de teneurs en éléments microbiologiques.

Observation n°4 : L'exploitant doit s'assurer de faire figurer sur ses modèles de FIP l'ensemble des informations requises et des paramètres devant être analysés au titre de l'arrêté préfectoral.

Observation n°5 : L'exploitant doit également s'assurer du remplissage exhaustif des FIP par les producteurs de déchets. La non réalisation des tests de phytotoxicité et des analyses de teneurs en éléments microbiologiques doit être justifiée sur les FIP.

Observation n°6 : L'inspection recommande d'indiquer dans la FIP la référence du certificat d'analyse associé à la fiche, pour en faciliter la traçabilité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Certificat d'acceptation du déchet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.2.2.1 - Délivrance du certificat d'acceptation L'exploitant se prononce au vu des informations communiquées en application de l'article 6.2.1. par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à accepter le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation, soit un avis de refus de prise en charge. [...]</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.</p> <p>6.2.2.2. - Conditions de renouvellement ou suspension du certificat d'acceptation Le certificat d'acceptation a une validité de 1 an. A l'issue de chaque campagne, une synthèse des analyses de contrôle effectuées est dressée. Au vu des résultats, le certificat d'acceptation est renouvelé ou suspendu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les certificats d'acceptation préalable (CAP) n°172 et 293 correspondant aux deux déchets mentionnés au PC n°2 ont été consultés en séance. Ceux-ci étaient datés respectivement du 28/03/24 et du 25/01/24.</p> <p>Observation n°7 : L'inspection recommande d'indiquer dans le CAP la référence du certificat d'analyse sur lequel l'acceptation s'est basée, pour en faciliter la traçabilité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles d'admission des déchets et des co-produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute livraison de déchet ou co-produit fait l'objet des vérifications suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) L'identité du producteur. 2) L'existence d'un certificat d'acceptation (pour les déchets uniquement). <p>[...]</p> <ol style="list-style-type: none"> 4) Un examen visuel du chargement (mode de conditionnement). 5) D'une pesée du chargement. 6) Du contrôle de la radioactivité. 7) Des prélèvements d'échantillons dont une partie pour contrôler les caractéristiques suivant les

modalités ci-après et l'autre partie pour conservation pendant 3 mois/minimum dans des conditions de non dégradation.

Chaque déchet ou co-produit entrant sur le site fait l'objet d'une gestion par lot sur lequel des analyses de caractérisation à partir d'échantillon préparé selon la norme NFU 44 110, sont effectuées conformément aux prescriptions ci-après :

- prélèvement d'échantillons élémentaires

- constitution d'un échantillon moyen, dont une partie sera conservée pour analyse en cas de problème et l'autre fera l'objet des analyses suivantes, selon les modalités fixées à l'article 6.2.4 :

* paramètres agronomiques : MS (en%), MO (en %), pH, Ntotal, Nammoniacal, C/N, P2O5, K2O, CaO, MgO, Cl, Na

* métaux lourds : Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn,

* micropolluants organiques : 3HPA, 7PCB,

* et tout autre élément pertinent identifié dans le cadre de l'information préalable (art. 6.2.1).

Constats :

Lors de l'arrivée sur site, les véhicules passent par un portique de détection de radioactivité puis un pont bascule permettant la réalisation de la pesée. Un logiciel de réception permet à l'exploitant de vérifier la validité du CAP correspondant au déchet, sur la base de l'identité du producteur et de la nature du déchet, informations communiquées par le transporteur et faisant l'objet d'une vérification sur la base du planning prévisionnel de réception effectué hebdomadairement. Les inspecteurs ont constaté la présence du portique, du pont bascule, et ont consulté le logiciel de réception.

Un agent de supervision indique au transporteur l'emplacement prévu pour le dépotage puis s'assure du bon déroulement du processus. Il recueille un échantillon dont le volume est variable selon la nécessité ou non d'effectuer des analyses réglementaires sur le déchet, et y inscrit le nom du producteur, la date et le numéro de pesée correspondant au déchet. Les inspecteurs ont assisté au dépotage du déchet « Boue grasse épaissie » du producteur NESTLE PURINA MARCONNELLE et ont vérifié la présence des échantillons.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Méthodes et fréquences d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des déchets

Prescription contrôlée :

- Pour les déchets d'effluents d'élevage, les végétaux, les matières stercoraires et déchets végétaux d'industries agro-alimentaires : réalise d'une analyse de la valeur agronomique par an ;
- Pour les autres déchets (autres déchets d'industries agro-alimentaires ou de collectes sélectives, hors boues de station d'épuration urbaines ou industrielles) : réalisation d'une analyse de la valeur agronomique, des éléments traces organiques par an ;
- Pour les boues de stations d'épuration : réalisation des analyses selon les fréquences réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998.

Constats :

La réalisation d'une analyse dans l'année écoulée et leur conformité a été vérifiée pour les deux déchets mentionnés au PC n°2.

Concernant les boues de stations d'épuration, l'exploitant dispose d'un outil interne permettant le suivi du nombre de contrôles réglementaires exigés selon la quantité prévisionnelle de matière sèche reçue annuellement. L'agent de supervision et l'agent de laboratoire ont accès à cet outil afin de planifier ces analyses et organiser la prise d'échantillons de volumes suffisants. Les inspecteurs ont constaté que les fréquences indiquées par cet outil pour le déchet « CANDIA Boues » (CAP n°261) pris en exemple correspondent aux fréquences réglementaires.

Observation n°8 : Certains déchets sont qualifiés de « boues » sans qu'il soit précisé dans la documentation consultée si ces déchets sont issus ou non d'une station d'épuration. Il conviendrait d'expliciter cette information a minima dans la FIP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.

Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.

Constats :

L'exploitant dispose d'un programme de maintenance préventive qui a été présenté aux inspecteurs. Celui-ci liste les équipements concernés, les fréquences des contrôles, les dates des derniers contrôles et de ceux à venir, ainsi que les organismes qui en sont chargés.

La maintenance des installations électriques est prévue avec une fréquence annuelle.

Un contrôle semestriel de l'étanchéité du digesteur, du post-digesteur, des canalisations de

biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et sous-pressions est prévu. L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle, daté du 06/02/24 et réalisé par la société CH4Process. Il a justifié de la mise en œuvre des préconisations du rapport. Un nouveau contrôle est prévu avant le 06/08/2024.

Le programme prévoit également une maintenance annuelle des soupapes de sécurité du digesteur, post-digesteur et hydrolyseur. Le rapport de maintenance du 22/06/22 de la société PROTEGO a été transmis par courriel du 10/07/24. Il faisait apparaître un besoin de remplacement des disques arrête-flammes du digesteur. Un justificatif de leur remplacement daté du 21/07/2022 a également été transmis à l'inspection.

Pour l'année 2023, le programme de maintenance indique que la dernière opération a été réalisée le 27 mars 2023. Seule la consignation des pressions de tarage des soupapes (réalisée annuellement) a été présentée à l'inspection. L'exploitant a précisé que le nettoyage des soupapes et arrête-flammes a été effectué au même moment par des équipes internes, mais n'a pas transmis de rapport associé. La prochaine maintenance des soupapes est prévue en novembre 2024, soit 20 mois après la précédente .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant mettra en place une organisation lui permettant de s'assurer du respect de la fréquence de contrôle prévu par son programme de maintenance, en particulier concernant la maintenance des soupapes. Il s'assurera de disposer d'une traçabilité adéquate pour chaque opération réalisée, par des équipes internes comme externes.

Délai : 3 mois

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance du procédé de méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

Le système de surveillance inclut des dispositifs pour :

- garantir le fonctionnement stable du digesteur ;
- réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tels que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs ;
- prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des défaillances pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions.

Il inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets

<p>et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; - mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; - le taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ; - la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ; - la quantité, la composition et la pression du biogaz ; - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté aux inspecteurs l'interface de supervision de son installation, gérée par un logiciel dédié. Celui-ci permet d'accéder aux résultats de la mesure en continu des paramètres de surveillance du méthaniseur, notamment le pH, la température, la pression du biogaz, les niveaux de liquide et de mousse, le débit de biogaz généré et le comptage du biogaz produit. Des alarmes sont configurées afin de détecter un fonctionnement anormal de l'installation.</p> <p>Le taux de charge hydraulique et la concentration en acides gras volatils et ammoniac sont gérés par un tableur distinct, que les inspecteurs ont pu consulter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Composition du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. [...] La teneur maximale en H₂S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé est fixée à 600 ppm.</p>
<p>Constats :</p> <p>La teneur en CH₄ et H₂S est mesurée en continu en entrée du pré-traitement du biogaz, et accessible sur l'interface de supervision de l'installation. Les inspecteurs ont constaté que ces teneurs étaient respectivement de 58,7 % vol et 54 ppm lors du contrôle. L'exploitant a indiqué avoir configuré un seuil d'alarme associé à la teneur en H₂S à un niveau de 200 ppm.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>